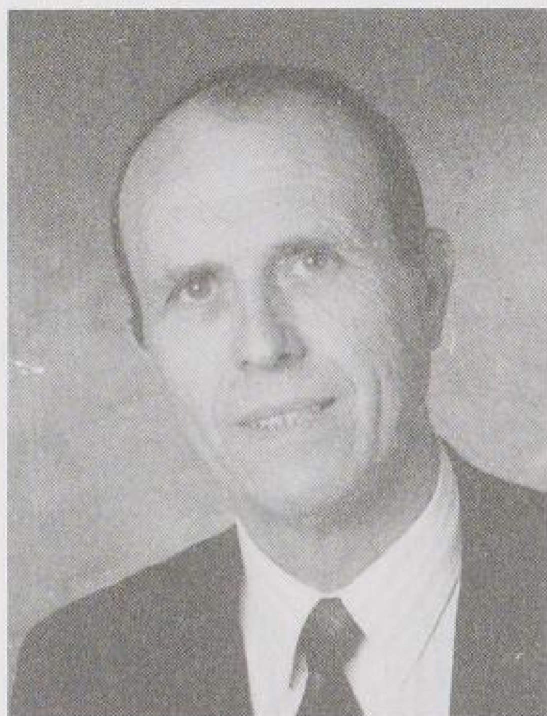


Jean LAURENT

Suppléant : Bernard BLAMPIN

Dans **mon action locale,** je souhaite d'abord lutter contre l'autoritarisme pesant dans cette 6e circonscription et y permettre le renouvellement de la vie politique verrouillée depuis plus de quinze ans.

Pour cela, je proposerai :

● de restreindre davantage le cumul des mandats. Par exemple pourquoi le Maire doit-il être le Président du Conseil d'administration des hôpitaux ? l'avenir de l'hôpital ne doit pas être un enjeu politique local.

● de rechercher des mesures qui évitent : aux associations quelles qu'elles soient, aux élus des petites communes, aux médias locaux, de subir la pression d'élus autocratiques, mesures qui préserveraient leur indépendance en toute démocratie.

Au plan national, nous nous devons de continuer à faire avancer l'économie française dans le respect de notre environnement, en l'adaptant aux possibilités de chacun et en accentuant encore l'effort de formation, limitant ainsi les inégalités.

De plus il est souhaitable d'accroître la responsabilité des élus par plus de transparence. Je suis favorable à la suppression de l'immunité parlementaire et à la surveillance effective du patrimoine des élus.

Avec le Parti socialiste, je propose de :

- Maintenir la protection sociale : la solidarité ;
- Défendre l'Éducation Nationale : l'égalité des chances ;
- Partager le travail : l'emploi ;
- Elargir la démocratie : la citoyenneté ;
- Promouvoir de nouveaux équilibres : la ville, l'environnement.

Entre la gauche et la droite, ce sont deux philosophies, deux visions de l'avenir qui s'opposent :

- d'un côté la loi du plus fort et du chacun pour soi ;
- de l'autre, la solidarité dans la liberté, c'est-à-dire la social-démocratie moderne.

Le citoyen averti fera l'analyse des valeurs à défendre et à faire triompher les 21 et 28 Mars 1993 –

Jean Laurent

PARTI SOCIALISTE ALLIANCE DES FRANÇAIS POUR LE PROGRÈS



En dix ans, la France et les Français ont changé, les socialistes aussi. Nous avons géré le pays, confronté nos rêves à la réalité, réussi de grandes réformes mais aussi essuyé des échecs. Nous sommes aujourd'hui plus modestes mais tout aussi résolus à augmenter les chances de chacun ; à faire reculer les égoïsmes, l'ignorance et la haine de l'autre ; à préférer une société solidaire à l'individualisme sauvage.

EN DIX ANS, CETTE VOLONTÉ NOUS A PERMIS DE MODERNISER LA SOCIÉTÉ

• La France est en 1993, le 4e pays du Monde. Le commerce extérieur est équilibré, la victoire sur l'inflation a évité que les plus modestes ne perdent par la hausse des prix des avantages acquis par ailleurs.

• De multiples avancées ont été réalisées depuis 1981 avec François Mitterrand : les lois de décentralisation ont rapproché les lieux de décisions du citoyen ; les lois Auroux sur les droits des salariés ; la création du R.M.I. pour les plus démunis ; le crédit formation garantissant une seconde chance de formation ; le rétablissement de la Paix en Nouvelle Calédonie ; le développement de l'action communautaire.

Dans le domaine de la protection de l'environnement, la France est aujourd'hui l'un des pays les plus avancés avec : une meilleure politique de la gestion de l'eau ; la voiture propre ; la conférence de la Haye sur la couche d'ozone ; la négociation sous l'impulsion du **Commandant Cousteau** du traité qui protège l'Antartique.

EN DIX ANS, CETTE VOLONTÉ NOUS A PERMIS DE PRÉSERVER LA COHÉSION SOCIALE

L'Éducation Nationale est devenue le premier budget de l'État avec plus de 25% d'augmentation en 3 ans, la recherche, la sécurité publique ont vu aussi leur budget augmenter… Ces actions illustrent (comme bien d'autres) le travail que nous avons mené au gouvernement et au parlement.

Certes malgré nos efforts tout n'a pas été réalisé, ainsi nous n'avons pas pu endiguer le chômage. Une situation économique internationale difficile et les retards de notre système de formation ont ralenti l'efficacité de nos décisions.

Le chômage est l'un des facteurs dominants qui marque notre pays en crise. Mais cette crise, elle se ressent aussi dans vos critiques souvent violentes, formulées contre la politique. **Vous ne demandez pas moins de politique mais plus d'efficacité, plus de dignité, plus de lisibilité des décisions politiques.** Ce souhait est l'exigence de faire de la POLITIQUE AUTREMENT. Cette démarche, elle s'exerce notamment dans le réapprentissage de la solidarité.

La droite et ses candidats vous proposent de mettre l'accent sur les réformes et sur les problèmes sociaux **alors que** depuis 1981 **elle s'est opposée à toutes celles décidées par les socialistes.** (le droit d'expression des lycéens, la retraite à 60 ans, le droit au logement, la sécurité routière…).

En 1986 quand elle est revenue au pouvoir elle a notamment **supprimé l'impôt sur les grandes fortunes, limité le remboursement des médicaments aux personnes âgées,** retiré l'intervention préalable de l'état sur les licenciements (ce qui interdit toute action préventive), rendu les loyers libres et fragilisé le locataire.

Demain si elle gagne elle remettra en cause les réformes que nous avons faites qui sont très importantes pour votre avenir.

Les socialistes veulent avec vous et avec les Forces de Progrès maintenir et poursuivre ces réformes avec volonté, ténacité et dans la durée. Avec votre accord nous façonnerons la France à l'aube du 21e siècle en :

- modernisant notre système éducatif ;
- refusant une protection sociale à deux vitesses ;
- consolidant les acquis sociaux de toute nature mis en place depuis 1981 ;
- prenant en charge la dépendance des personnes âgées ;
- accentuant la lutte contre le chômage, notamment par un meilleur partage du travail (réduction du temps de travail ; développement du temps partiel ; incitations fiscales à la création d'emplois…)

« Le système politique peut beaucoup, il ne peut pas tout et il peut d'autant moins que moins de citoyens y participent »
(Michel ROCARD)

Entre çeux qui parlent de réformes et ceux qui les réalisent il y a un choix

DIMANCHE PROCHAIN VOTEZ SOCIALISTE

Vu, le candidat

IMP. SOCODIM - 78500 Sartrouville